



ARRETE de Police Municipale
N° 2024 PM 010
Réglementant la circulation à l'occasion de travaux
Chemin de Lamanet

- Le Maire de la commune de Gan (Pyrénées-Atlantiques),
- Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-5 et R.411-25,
 - Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière,
 - Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
 - Vu la demande d'arrêté de circulation émise le 13 janvier 2024 par l'entreprise pétitionnaire, ENSIO SUD, sise 650, avenue Marcel Paul, 64300 Orthez,
 - Vu l'arrêté de Services Techniques n° 2024 ST 02 portant autorisation au remplacement d'un poteau téléphonique,
 - Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale de fixer toutes mesures de circulation destinées à garantir la sécurité des biens et des personnes aux abords immédiats du chantier,

ARRETE :

Article 1 : A compter du vendredi 26 janvier 2024, et pour une durée de 15 jours calendaires, le temps du chantier, la circulation routière, chemin de Lamanet, sera règlementée comme suit :

- La circulation des véhicules s'effectuera de manière alternée, gérée manuellement par panneaux ou par feux tricolores,
- l'arrêt et le stationnement de tous véhicules, hors véhicules de chantier, seront interdits des deux côtés de la section de voie concernée par les travaux ;
- L'accès des riverains sera sauvegardé en toutes circonstances, sauf le temps strictement nécessaire au passage des travaux ;
- A l'approche immédiate du chantier, la vitesse maximale autorisée sera limitée à 30 km/h avec interdiction de doubler ;
- Rien ne fera obstacle à l'écoulement normal des eaux pluviales le long de la voie publique.

Article 2 : Les droits des tiers demeurent expressément préservés.

Article 3 : Les pré-signalisations et les limites de prescriptions, seront indiquées par signalisations réglementaires, conformes à la signalisation des Routes. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation resteront sous la responsabilité de l'entreprise pétitionnaire qui, en outre, sera tenue de placarder un exemplaire du présent arrêté en limites d'emprises du chantier.

Article 4 : Le présent arrêté est révocable à tout moment, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect des conditions ci-dessus édictées.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Pau, y compris par voie dématérialisée sur la plateforme www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, sera transmise à :

- Monsieur le Chef du Service de Police Municipale,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de GAN,
- Monsieur le Chef des Services Techniques Communaux,
- Monsieur GROSJEAN Christophe, entreprise ENSIO SUD.

Fait à Gan, le 15 janvier 2024
Le Maire,

Francis PÈES

